

CONSEIL NATIONAL DU RCD

Vers le boycott de l'élection présidentielle

C'est aujourd'hui que le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) décidera de la position à adopter relativement à l'élection présidentielle d'avril prochain. Le conseil national du parti, qui jouit de la compétence statutaire de trancher la question et de formaliser la résolution, tient session au Centre culturel d'El-Biar, à Alger. Très peu probable qu'il se prononce pour une participation.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Il faut dire que l'abstention, si elle venait à être entérinée par la résolution du conseil national, ne constituerait nullement une surprise, tant la tendance se dessinait déjà en filigrane dans les discours et l'action du parti. La réaction opposée à la révision partielle de la Constitution le 12 novembre 2008 — un vote défavorable — rendait encore plus nette cette tendance.

Dès lors qu'il s'est fermement élevé contre la remise en cause du principe de l'alternance au pouvoir et l'instauration d'une présidence à vie, le Rassemblement pour la culture et la démocratie ne pouvait raisonnablement souscrire à l'acte qui conclura «le coup de force constitutionnel».

Aussi, il est fort improbable que le président du parti, Saïd Sadi, reçoive le quitus du conseil national

pour s'aligner dans la course à la présidentielle. Il n'en voudrait pas lui-même d'ailleurs, à en croire certains de ses proches collaborateurs, sa religion faite de ce que les dés sont pipés, en outre.

Le président Bouteflika s'est adjugé un troisième mandat consécutif le 12 novembre dernier et que, pour formaliser sa pérennité, il lui faudra tout juste un ballet de candidats qui jouera la sérénade le mois d'avril prochain.

De préférence, des «concurrents» de poids et de qualité. C'est ainsi que le pouvoir a cru bon d'annoncer l'ouverture du scrutin à l'observation internationale, celle de son choix, évidemment. Annonçant cela, il avait certainement

à l'idée d'amener Saïd Sadi, dont le parti réclamait une observation internationale massive et de qualité, à se résoudre à concourir. Peine perdue. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie a vite fait de répliquer sèchement à cette disponibilité feinte du pouvoir à autoriser une observation internationale.

Pour le RCD, les invités à scruter le scrutin ne sont pas à cheval sur l'observation des standards internationaux en la matière et, du coup, inéligibles pour une telle mission.

Il est vrai d'ailleurs que ni l'OCI, encore moins la squelettique Ligue arabe ne sont des parangons en matière de validation des scrutins. Mais outre cette

légitime appréhension, d'autres réalités politiques plaident en défaveur de la participation.

En effet, il est pour le moins inélégant de convier des acteurs politiques à rivaliser pour le fauteuil présidentiel alors que, cinq ans durant, tout a été déployé pour qu'ils soient bannis de la télévision et de la radio, les médias lourds par définition, et que tout a été mis en œuvre pour obstruer toutes les tribunes d'expression politique.

Le président Bouteflika postule à sa réélection avec un avantage certain, voire même exagéré. Ses concurrents, si l'expression est permise, ne peuvent rattraper en 21 jours de joute officielle un retard

de cinq années durant lesquelles seule la propagande du pouvoir avait droit d'amplification.

Si, donc, le RCD venait à décider de ne pas s'impliquer dans l'élection présidentielle, le pouvoir verrait, à coup sûr, son malaise accentué. Car, ce ne sont pas les lièvres, qui se sont déjà mis à portée du chasseur, qui crédibiliseront l'élection d'avril prochain.

Le pouvoir essuie les contrecoups de sa machination d'avril 2004. Aucune personnalité à l'aura avérée ni aucun leader politique à l'assise établie ne le créditent de confiance. Liamine Zeroual vient de le signifier. Saïd Sadi le ferait probablement aujourd'hui.

S. A. I.

La déclaration de Zeroual, véritable plate-forme politique

Les partisans pour la candidature de Liamine Zeroual ont décidé de lancer une initiative politique en se basant sur la déclaration rendue publique, mardi, par l'ancien président de la République. Ce nouveau «mouvement» envisage de boycotter activement l'élection présidentielle.

De nos envoyés spéciaux à Batna, Tarek Hafid et Samir Sid

Le rassemblement prévu hier devant la demeure du président Liamine Zeroual a finalement été annulé. Logiquement, la déclaration de l'ex-chef d'Etat, dans laquelle il annonce son refus de se présenter à l'élection présidentielle, aurait dû mettre un terme à l'initiative lancée depuis quelques semaines par ses partisans.

Il semble, toutefois, que cette sortie publique ait provoqué l'effet inverse.

Le groupe de personnes qui a appelé à la candidature de Zeroual s'est réuni, hier, à Batna, afin

d'étudier les modalités de mise en œuvre d'une nouvelle initiative politique. C'est ce qu'a indiqué hier Haïder Bendrihem, membre fondateur du Rassemblement national démocratique et ancien parlementaire de ce parti.

«Il est vrai que certains d'entre nous sont déçus par la décision du président Liamine Zeroual. Mais il faut reconnaître qu'il ne s'est pas contenté d'un simple communiqué de presse pour annoncer sa décision, c'est une véritable déclaration politique. Nous nous sommes donc réunis pour étudier la possibilité de lancer une nouvelle initiative qui aurait pour plate-forme la déclaration de Zeroual. Son conte-

nu, les vérités qu'il a assénées, fait de cette déclaration une véritable plate-forme politique», a expliqué, hier, Haïder Bendrihem en marge de cette réunion. Selon lui, un nombre important de personnalités, originaires de toutes les régions du pays et représentant diverses sensibilités politiques, ont donné leur accord pour participer activement à «ce mouvement».

«L'annonce de ce nouveau mouvement doit avoir lieu au courant de la semaine prochaine. Plusieurs personnalités ont confirmé leur participation. Notre objectif n'est pas de faire de la politique pour faire de la politique. Loin de là ! Le but de cette initiative a pour axe essentiel l'effort de réflexion. Nous devons nous rassembler afin de réfléchir pour trouver une issue à la crise dans laquelle a été plongée l'Algérie.»



Haïder Bendrihem.

Pour ce qui est de l'élection présidentielle, Haïder a précisé que «le mouvement» devrait, sans aucun doute, appeler à un boycott actif. «Il est évident que pour nous, la donne a totalement changé avec la décision prise par le président Zeroual. Donc, nous devrions boycotter activement l'élection présidentielle.»

T. H.

EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Les praticiens de la santé gèlent la grève d'aujourd'hui

Prévue pour aujourd'hui, la grève des praticiens de la santé publique, à laquelle ont appelé cinq syndicats de la santé, sera finalement gelée. Hormis le syndicat des hospitalo-universitaires qui se concentre aujourd'hui sur cette décision, les trois autres formations, à savoir le SNPSSP, le SNPSP et le Snapsy, ont animé hier une conférence de presse pour expliquer les raisons de ce gel.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Les médecins algériens ont décidé de reporter leur mouvement de grève et de se mettre à la disposition des autorités nationales dans le cadre de la solidarité de l'Algérie envers les Palestiniens victimes des attaques violentes perpétrées par les Israéliens.

Devant des images qui suscitent l'horreur et l'indignation, que faire ? s'interrogent les médecins inter-

pellés par leur conscience et le devoir d'assistance et d'aide aux milliers de blessés qui souffrent en Palestine. «Nous sommes prêts à partir ou à recevoir les grands blessés dans nos structures sanitaires. Nous devons le faire et très vite», dira le D' Merabet, porte-parole des syndicats autonomes de la Fonction publique.

Eccœurés par l'immobilisme de la communauté internationale, notamment arabe

et occidentale, face à la folie meurtrière israélienne, les praticiens algériens interpellent le gouvernement pour être présent dans les territoires occupés par le renforcement des équipes médicales et psychologiques sur le terrain.

«Il est urgent de dépêcher un maximum d'équipes pour soulager nos frères en Palestine de leurs douleurs physiques et psychologiques. C'est un travail qui doit s'étaler dans le temps», insistera le conférencier. En plus du gel de la grève, les praticiens algériens ont décidé d'organiser, ce lundi, un rassemblement dans tous les CHU du pays en signe de solidarité avec ce peuple opprimé à qui ils

feront également don d'une journée de travail. «C'est un geste symbolique de notre part pour exprimer haut et fort le soutien des syndicats autonomes aux Palestiniens et dénoncer le silence des instances internationales.

Il y a génocide, il ne faut pas avoir peur des mots», martèlera le D' Merabet, impuissant comme des millions d'Algériens devant la barbarie des soldats sionistes. Par ailleurs, revenant au mouvement de protestation des syndicats de la santé, prévu du 17 au 21 janvier, l'orateur tient à lever toute équivoque sur la question en précisant qu'il s'agit uniquement d'un gel. «Nous ne faisons aucune conces-

sion concernant nos revendications légitimes pour lesquelles nous luttons», dira-t-il, ajoutant que «la grève peut reprendre d'un jour à l'autre, selon l'évolution de la situation à Ghaza». «Il y a des situations exceptionnelles qui nécessitent des mesures exceptionnelles», souligne-t-il. Les différents syndicats de la santé tiendront leurs conseils nationaux au plus tard début février, afin de décider des actions à mettre en place pour les semaines à venir. Souhaitons que les pouvoirs publics réagissent avant la fin de cette courte trêve qui est motivée par le seul souci de solidarité avec le peuple palestinien.

R. M.

SITUATION
SÉCURITAIRE5 terroristes
abattus
à Bouzegza

Les forces de l'ordre ont éliminé un groupe de terroristes. Selon nos informations, 5 éléments du GSPC Al-Qaïda Maghreb ont été abattus et un lot d'armes et de munitions a été récupéré. Il s'agit, selon nos sources, de T. Souhil, O. Saïdi et I. Nasreddine.

Les deux autres n'ont, pour l'heure, pas été identifiés. Il se dit que la majorité de ces éléments sont montés au maquis dans les années 1990. Donc expérimentés et dangereux.

Malheureusement, cet accrochage, qui s'est déroulé dans la nuit du mardi à mercredi, a coûté la vie à deux militaires alors que plusieurs autres ont été blessés.

Ces terroristes faisaient probablement partie de la katiba El Fateh, puisque l'accrochage s'est déroulé au pied du mont de Bouzegza, dans la commune de Kherrouba, au sud de Boudouaou.

Cette région est réputée être le territoire sous l'emprise criminelle de cette phalange, que commande le sinistre émir Betitraoui.

Ali F.